

Passerelles

#5 Nov. - Déc. 2018

Bulletin de liaison pour l'action et la réflexion pluraliste des gauches, des mouvements sociaux



© Patrice Leclerc



ÉDITO	p.2
PROTECTION SOCIALE	p.3
CAP 22	p.5
EUROPE	p.8
SALARIAT	p.14
NOTE DE LECTURE	p.16

"Il y a encore et toujours des **passerelles** à construire."

Participation volontaire

2€

contact@passerellesagauche.fr

passerellesagauche.fr

IDES PASSERELLES TOUJOURS À CONSTRUIRE...

En constituant le collectif « Passerelles » en septembre 2017 notre volonté était de favoriser les échanges à gauche pour ouvrir la voie à la construction d'une alternative majoritaire écologiste et sociale.

Un an après, c'est toujours la même volonté avec la publication de ce nouveau bulletin. Nous revenons sur les attaques du nouveau pouvoir, des attaques qui appellent à nous mobiliser massivement sur la Sécu, sur les retraites, sur les services publics.

Cette fin d'année est marquée par une prise de conscience plus grande de l'urgence climatique. La démission de Hulot, le rapport du GIEC font partie de cette montée des mobilisations. Pour que les États agissent réellement, pour pousser l'Europe à se mobiliser ... il va falloir que le rapport de force s'élève encore.

Dans la société des mobilisations existent pour la solidarité avec les migrants, contre les pesticides, pour sauver des emplois, pour la santé, etc. Des appels fleurissent sur le net. Mais la convergence de toutes ces mobilisations et de tous ces appels peine à se réaliser. Nous voulons y contribuer à notre modeste niveau.

Quant à l'enjeu européen, là aussi il progresse lentement dans les consciences. Chacune, chacun sent bien qu'il nous faut une autre Europe sociale, écologiste, démocratique. Mais l'alternative face au libéralisme et à la montée de la xénophobie ne se matérialise pas encore. L'hypothèse d'un parlement dominé par la droite extrême et l'extrême-droite n'est plus à exclure avec les Orban ou Salvini qui semblent avoir le vent en poupe et font éclater les droites traditionnelles.

L'urgence d'une solution de gauche n'en est que plus urgente. Elle est possible si les forces de gauche et écologistes en France comme en Europe convergent. Et si les citoyens s'en mêlent !

Il y a encore et toujours des passerelles à construire tant au niveau local que plus globalement.



LA DESTRUCTION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EST EN ROUTE

Le 13 octobre dernier Edouard Philippe lançait le chantier Action Publique 2022.

Il a posé l'enjeu d'emblée avec la question : « quel modèle de société voulons-nous ? », autre façon de dire comme Kessler : « Adieu 45 ! ».

Du matin au soir on nous reproche les soi-disant 56 % de dépenses publiques qui n'en sont d'ailleurs pas. Ce qui fait problème, ce n'est ni les 56 %, ni les dépenses, c'est le terme **publique**. Dire qu'il y a 10 points de dépenses publiques de trop c'est dire qu'il faut des privatisations et restructurations massives des services publics, détruire la Sécu.

Le rapport CAP 22 c'est un programme d'alignement du public sur le privé. Après la Poste, la SNCF, le statut de la fonction publique doit disparaître, le recrutement doit devenir principalement sous contrat privé, notamment précaire, beaucoup de missions doivent être transférées au privé, on doit pouvoir faire « des plans de départs volontaires en cas de restructuration de service », l'enseignement doit être mis au service du patronal local...

CAP 22 concerne l'ensemble des services publics et de la protection sociale. Il s'agit de coupes budgétaires : moins 3 points de PIB d'ici 2022. Il s'agit de 120 000 suppressions de postes dans les 3 versants de la fonction publique.

On entend parfois dire « les coupes budgétaires, les suppressions de postes, c'est comme d'habitude ». Non !

La principale conquête de notre modèle social encore debout c'est la Sécurité Sociale. C'est son existence même qui est menacée.

• **Réformer la Constitution pour tuer la sécu**

Dans le cadre de la réforme constitutionnelle un amendement a été adopté par la Commission des lois. Cet amendement remplaçait le terme sécurité sociale dans la constitution par le terme protection sociale. Ça sonne pareil mais c'est la mort de la Sécu.

Il y a quelques années les compagnies d'assurance

ont attaqué le monopole de la Sécu, l'obligation de s'y affilier, devant la Cour de justice européenne au nom de la libre concurrence. La Cour de justice leur a donné tort. A l'inverse suite aux directives européennes de 1972 la protection sociale elle est dans le champ de la concurrence dite libre et non faussée. **L'amendement transformait la sécu en une complémentaire en concurrence avec les autres.**

Le tollé a été général : « la dévastation de la Sécu est en cours »; « attaque frontale contre la Sécu »; « amendement scélérat » « c'est la constitutionnalisation de la mort de la Sécu » ...Devant le tollé le gouvernement retire son amendement, ce qui prouve qu'on peut le faire reculer, mais le danger subsiste.

• **500 milliards d'euros**

La Sécu est dans le collimateur car son budget 500 Md est fondé sur la répartition. 500 Md qui échappent aux ponctions des marchés financiers, ça ne se pardonne pas.

La Sécu est dans le collimateur car son ADN c'est la cotisation sociale. « Chacun **cotise** selon ses moyens ».

LA COTISATION, SALAIRE SOCIALISÉ			
Partage primaire valeur ajoutée			
Valeur ajoutée : ensemble des richesses créées par le travail			
Salaire super brut			Rémunération capital
Salaire brut		cotisation "patronale"	Rémunération capital
Salaire net	cotisation "salariale"	cotisation "patronale"	Rémunération capital

Le travail est seul créateur de richesses, comme on le constate un jour de grève.

Il y a un premier partage de la valeur ajoutée entre le travail, le salaire, et le capital. C'est la bagarre permanente entre le salarié qui veut une augmentation et son patron qui lui répond que c'est pas possible.

Puis il y a partage du salaire entre une partie qui est versée au salarié et **les cotisations qui financent la Sécu, ce qu'on appelle salaire socialisé**. Il n'y a pas de différence entre la part dite salariale et la part dite patronale.

PROTECTION SOCIALE

Baisser les cotisations c'est baisser les salaires. C'est pour ça que le MEDEF ne cesse de demander toujours plus d'exonérations.

Comme c'est du salaire, que c'est l'argent des salariés, la Sécu c'est des droits, et ça devrait leur donner la gestion.

Jusque dans les années 90 les cotisations représentaient 90 % du financement de la Sécu. Puis sont venues la CSG, les impôts et taxes. **La CSG a eu une certaine popularité car on a dit qu'on faisait « payer le capital ». C'est l'inverse :** on remplace pour l'essentiel des cotisations dites patronales par la CSG payée à 90 % et plus par les salariés et retraités. Les profits augmentent d'autant, les bulles spéculatives aussi.

• Moins de cotisations, plus d'impôt

Dans le PLFSS 2019, le Projet de Loi de Financement de la Sécu, il va y avoir encore plus de 20 Md d'exonérations et exemptions, pour un total d'environ 65 Md en année pleine conformément à la politique de Macron : "Le système de protection sociale doit être **moins financé par des cotisations sociales assises sur le travail, et plus par l'impôt**". Lequel ? L'impôt qui repose sur **la consommation, sur la pollution,...**". 65 Md c'est environ 3 points de PIB, ces fameux 3 points de déficit dont on nous rebat les oreilles, 3 points qui alimentent la dette dont on fait semblant de déplorer qu'elle frôle les 100 %.

Donc Macron multiplie les exonérations de cotisations sociales, réduit la fiscalité des entreprises, des super riches, et veut néanmoins respecter les critères européens. Il veut même que la Sécurité Sociale qui est équilibrée, que la protection sociale, devienne source massive de profit. C'est l'engagement pris devant Bruxelles dans le cadre du semestre européen et adopté en Conseil européen fin juin.

Comment réaliser ce miracle ? Par la réforme de la santé et la réforme des retraites.

Dans la santé il y a 30 % d'actes non pertinents dit Buzyn, 30 % d'actes **coûteux** inutiles précise Macron ; 15 % des arrêts maladie sont abusifs...



C'est le plan santé 2022 lancé à grand

renfort de pub mensongère par Darmanin et Buzyn et dont la 1ère priorité ce n'est pas de soigner, c'est de « respecter la trajectoire des finances publiques ».

L'ONDAM du PLFSS 2019 (Budget maladie de la Sécu) a été bien vendu à la télé : « On passe de 2,2 à 2,5 %, ça coûte 400 M... ». Nouvelle arnaque car il y a maintenant de l'inflation. Il faudrait 5 %. On va à la catastrophe sanitaire.

Pour les retraites c'est la réforme à points qui supprime les 42 régimes de retraite, dont la branche maladie de la Sécu, et qui casserait la Sécu en 2. L'objectif c'est de respecter les exigences européennes de passer de 11% du PIB à 8 %. Macron essaie de prévenir les mobilisations par une « com » qui fait semblant de satisfaire des revendications ou de donner des compensations. La CGIL italienne a montré qu'une fois le régime à points en vigueur rien n'empêche de l'aggraver : supprimer la réversion, réduire les droits familiaux, baisser l'acquisition de points et la valeur du point, pour faire de la place à la capitalisation. En Suède on est déjà passé de 70 % à 55 % du salaire, on va vers les 70 ans, les inégalités augmentent, encore plus pour les femmes, la réversion ne dure qu'un an, la capitalisation est obligatoire plus facultative... **La réforme à points ne doit pas voir le jour, elle doit être abandonnée, condition pour aller vers des avancées.**

• Défendre notre Sécu !

Macron, Philippe, Buzyn, parlent de changement de modèle social et c'est exact.

La fiscalisation de la Sécu qui avance à marche forcée **c'est un changement de nature, c'est la destruction de la Sécu.**

La Sécu, la cotisation, c'est des droits pour toutes et tous.

La fiscalisation, c'est le contraire : un filet d'assistance toujours trop cher pour les pauvres que Macron prétend défendre... Pour les autres c'est les complémentaires et les fonds de pension hors de prix. Ce n'est pas que la politique de Macron et prédécesseurs. C'est le projet du MEDEF, de la Banque mondiale, de l'Union européenne.

La période est à la lutte, lutte pour la défense de la Sécu, des services publics, lutte pour leur reconquête, lutte pour les droits du travail, le progrès social, lutte pour la République sociale !

Jean-Claude Chailley, Résistance Sociale, syndicaliste

Réformer les services publics, pourquoi pas si c'est pour faire des investissements et les améliorer... mais ce rapport n'a qu'une seule obsession : économies, économies au mépris du service des habitants.



• **Dans les Ministères :**

« le recouvrement de l'impôt et le contrôle exercé aujourd'hui par la DG des finances publiques pourrait être exercé par une agence, comme les statistiques et les études économiques de l'INSEE ainsi que les missions de la DG des douanes ».

« pour le ministère de la transition écologique et solidaire, une agence pourrait réguler le trafic aérien, la mise en œuvre des mesures de contrôle et de répartition des produits et matières premières énergétiques ainsi que la mise en œuvre de la politique d'aménagement du territoire ».

« une agence du sport de haut niveau cogéré avec le mouvement sportif. ». Et quid du financement et du développement du sport amateur dont le sport de haut niveau n'est qu'une vitrine incitative ?

Favoriser le recours aux contrats de droits privés, « donner la possibilité au « management » de négocier des accords dérogatoires au cadre de la fonction publique sur l'ensemble des points du statut, et mettre en place des accords sociaux locaux, y compris d'intéressement ».

• **Sur les territoires hormis les métropoles :**

Mutualisation des guichets de proximité (assurance

maladie, allocations familiales, impôts, pôle emploi). Par l'extension des maisons de service aux publics et grâce au numérique. En rassemblant les « services publics » de l'état, des collectivités territoriales et des opérateurs privés. « polyvalence des agents, mise en place de référent unique, utilisation d'agents conventionnels (ou « hotbot » !), y compris sous la forme de **robots physiques** » !

• **Dans la santé :**

« promouvoir les nouveaux services, plus spécialisés pour améliorer l'offre dans les territoires mal desservis, par ex. la télémédecine permettra demain de consulter dans les zones excentrées des spécialistes exerçant dans les grandes métropoles »... Et les urgences et les accouchements par internet ?

« généraliser en priorité la télémédecine à tous les citoyens vivant dans un désert médical, augmenter le recours à la télésurveillance à domicile diminuant le nombre d'hospitalisation en EPAHD »...Et des robots individualisés pour donner à manger et pour les piqûres ?

Conséquences de ces propositions dans un secteur en crise et où des milliers de recrutements sont nécessaires ?

« 10 000 décès évités/an, amélioration des conditions de travail des personnels et 5 milliards d'économies » !

• **Pour les personnes âgées :**

Développement des astreintes de nuit en EPAHD, financer le maintien à domicile... Très bien mais combien ça coûte légitimement ? Et non ça permet de faire 300 millions d'€ d'économie.

CAP 22

• Accompagner les demandeurs d'emploi :

« adapter les effectifs de Pôle emploi aux fluctuations du nombre de chômeurs en développant les cdd et en recourant au secteur associatif » (qu'on a démantelé par la baisse des subventions et des contrats aidés). « compte tenu des évolutions à la baisse du chômage » ? 350 millions d'économies.

• Solidarité :

Rappelons qu'il y a en France 9 millions de pauvres et que 30% de ceux qui y ont droit, ne touchent pas leur RSA.

« aller vers une allocation sociale unique (RSA, AAH, ASS).» Le montant versé prendrait en compte la situation familiale, l'âge, le handicap et devrait favoriser le retour à l'emploi. Avec une petite manip laissant croire que l'expérimentation souhaitée par 13 départements est la même chose : ils parlent de revenu de base, et d'inclure les -25 ans.

« mise sous condition de ressources des allocations familiales ».

« cela devrait permettre d'économiser plusieurs milliards d'€ dont une partie significative permettrait d'améliorer le taux de recours ». Ce serait alors une allocation au rabais n'ayant rien à voir avec le revenu d'existence décent généralisé et qui suppose une ambitieuse réforme fiscale. De même le chômage n'est pas principalement le problème des chômeurs mais de la non création des emplois socialement et écologiquement nécessaires. Et la non réduction du temps de travail contraint.

• Justice :

« pour la justice civile, la décision du juge de première instance s'appliquerait même en cas d'appel ». « vu la surpopulation carcérale et le retard consécutif d'exécution des peines d'emprisonnement ferme, et le coût et les délais de construction de prisons ...faciliter le fait que les prévenus et les détenus en fin de peine puissent bénéficier de mesures coercitives en dehors de la prison : bracelets électroniques géo-localisés et création de l'arrêt domiciliaire ;

« dépistage à distance des addictions illégales (et l'alcoolisme ?), possibilité d'écouter et de brouiller des communications et détecter des comportements anormaux...grâce à l'intelligence artificielle » *big brother is watching you.*

Rien sur les nécessaires embauches de personnels de prévention et des gardiens ; rien sur la réfection des prisons inhumaines ; rien sur les TIG ...

• Impôts et taxes :

« toutes les taxes recouvrées par la DGFIP en contournant la direction des douanes. Transférer aux URSSAF le recouvrement de la participation des employeurs à la formation professionnelle ».

« aller vers un recouvrement à 100% numérique et automatique. Cela implique de faire évoluer la réglementation de la CNIL ».

« développer l'exploitation des données de masse et l'intelligence artificielle pour améliorer l'efficacité du contrôle fiscal et social et le recouvrement de créances. ».

Et la taxe Tobin pour freiner la financiarisation spéculative avec tous ces jobs nocifs et contre productifs ?

Ces magnifiques « réformes » devraient permettre une économie de dépenses publiques de 1 milliard d'€ d'ici 2022... mais rien sur les recettes fiscales si nous récupérons la fraude et de « l'optimisation » fiscale.

Et le gag suprême : « supprimer progressivement la circulation des espèces pour lutter contre la fraude et le grand banditisme » ! Il vaudrait mieux s'intéresser au blanchiment de l'argent sale par les casinos et les banques et nous ne savons pas que les GAFAs payaient leurs maigres impôts en liquide !



CAP 22

• Supprimer les doublons :

« pour l'action sociale et les solidarités, ne faut-il pas supprimer les directions départementales ? »
« l'orientation scolaire pourrait être confiée aux régions ».

« l'accompagnement des entreprises transférée de la DIRECCTE aux régions ». De même pour les SRADDET (schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires »... entre les différentes régions ?

Tout ça va permettre une économie d'1 million d'€.

L'objectif des politiques publiques c'est une bonne gestion bien sûr MAIS au service de la meilleure qualité légitime pour les habitants quel qu'ils soient et partout sur les territoires. La technocratie des métropoles et l'éloignement des citoyens est un grand risque.

• Les aides publiques :

« C'est 40 milliards d'€ et 10 000 ETP mobilisés ». Macron aurait-il pris soudainement

conscience de la gabegie du CICE ? Non, c'est le soutien à la transition énergétique qu'il faut réduire... « s'interroger sur le maintien des subventions publics à de petits aéroports déficitaires et surnuméraires »... Mais plusieurs présidents d'agglomération rédacteurs du rapport viennent de décider de les subventionner... suppression ailleurs mais pas chez moi...

• Externaliser au secteur privé :

« par ex la fonction d'habillement, de restauration et d'entretien courant de l'immobilier par le ministère des Armées »... On pourrait même aller plus loin et faire comme les USA et la Russie, des mercenaires privées pour faire les guerres plus discrètement ? En commençant peut être par privatiser la sécurité à l'Élysée ?

« développer l'externalisation du réseau routier des collectivités et de l'État. De même que certains contrôles ». Les sociétés d'autoroutes pourront continuer à nous rouler ! « favoriser la mise en œuvre d'un péage urbain dans les principales métropoles transition écologique... ET SOLIDAIRE » ; quid des inégalités spatio-sociales dans la mobilité urbaine ?



>> CONCLUSION :

On ne lutte pas contre le chômage en s'attaquant aux chômeurs mais en créant des emplois utiles et en leur permettant de valoriser leurs savoir-faire.

Oui aux bonnes gestions, oui aux évolutions nécessaires et négociées, non au démantèlement de l'Etat régulateur et facilitateur qui était déjà malheureusement bien avancé ; On s'interdit ainsi toute politique publique efficace et volontaire et l'on se met dans la main des lobbys et des multinationales. Comment prétendre porter une nécessaire réforme de l'Europe avec une telle idéologie ?

Jean-Michel Gilles, Rouen

CHANGER L'EUROPE CHANGER D'EUROPE ?

Par Marie-Christine Vergiat,
Eurodéputée,
Gauche Européenne



• De quoi parle-t-on quand on dit « l'Europe » ?

L'Union européenne, c'est 28, et bientôt 27 pays. A peine plus de la moitié des pays du continent européen. Ce raccourci de langage conduit à certaines confusions, notamment avec le Conseil de l'Europe et ses 47 Etats membres, créé en 194, qui défend les droits de l'Homme et le respect du droit autour de la Convention européenne des droits de l'Homme.

L'UE, c'est un ensemble d'institutions dont les principales sont le Conseil européen, regroupant l'ensemble des chefs d'États et de gouvernement, la Commission européenne (l'exécutif de l'UE) et le Parlement européen (institution la plus démocratique de l'UE puisque la seule dont les membres sont élu-e-s, depuis 1979, au suffrage universel direct).

• C'est « la faute à Bruxelles »...

Quand on dit : « c'est la faute à Bruxelles », on évite de s'interroger sur le fonctionnement réel des institutions européennes et on masque la responsabilité croissante des États et de leurs gouvernements dans les dysfonctionnements actuels, lesquels ne se résument pas à l'arrivée au pouvoir d'un certain nombre de gouvernements dits populistes.

Les politiques austéritaires mises en œuvre depuis la « crise » de 2008 ont augmenté les inégalités et creusé le déficit démocratique. Elles sont largement responsables de cette vague brune ; les États s'étant engouffrés encore plus loin dans un ultra libéralisme échevelé, incapables de mettre en place des réponses solidaires tout comme plus récemment avec la crise de l'accueil des réfugiés.

Quoi que l'on pense du Traité de Lisbonne (à commencer par la façon anti-démocratique dont il a été adopté et l'institutionnalisation

aggravée des politiques économiques néolibérales), il a accru le rôle du Parlement européen. Il l'a rendu « co-législateur » à égalité avec le Conseil pour la plupart des textes portant sur les politiques intérieures de l'UE. Le Parlement européen vote également le budget et adopte les accords internationaux. Il peut même théoriquement renverser la Commission.

Il est vrai que la Commission a seule l'initiative législative : elle seule peut proposer des projets de directives et de règlements mais elle ne le fait jamais sans concertation préalable avec les co-législateurs.

• « Le Parlement européen ne sert à rien ? »

Il est donc faux de dire que « le Parlement européen ne sert à rien » : il a autant de pouvoirs que le Parlement français, dont les initiatives législatives ont peu de chances d'aboutir sans l'aval de l'exécutif et dont les pouvoirs en matière de politique étrangère sont tout aussi insignifiants.

En réalité, on confond compétences et majorité politique. Celle-ci n'est pas homogène et varie selon les sujets. Conservateurs, libéraux et sociaux-démocrates font souvent bloc particulièrement en matière économique mais il reste possible de gagner quelques batailles ; nous l'avons vu lors de l'adoption du règlement européen sur la protection des données (RGPD), l'activation de la procédure d'infraction contre la Hongrie ou l'interdiction de la pêche électrique ou de certains OGM...

Parfois, un bras de fer s'engage entre le Parlement et le Conseil et, comme il faut un accord en termes identiques entre les deux institutions, soit le Parlement cède aux pressions du Conseil, soit il n'y a pas de texte. C'est ainsi que le Conseil a refusé de discuter des propositions du Parlement européen sur le congé maternité ou, plus récemment, sur les visas humanitaires.

DOSSIER

Ces dernières années, le Conseil a même tendance à contourner les compétences du Parlement. Cela a été particulièrement visible après

l'« accord » entre l'UE et la Turquie, qui a été requalifié en « décision » pour éviter qu'il ne soit soumis au vote du Parlement européen.

C'est en ayant conscience de l'ensemble de ces éléments qu'il faut s'interroger sur les enjeux des prochaines élections européennes.

• L'enjeu des élections européennes

La question de la modification des Traités, importante à long terme, n'est pas majeure pour le court terme car elle ne relève pas de la compétence du Parlement. C'est entre les Etats que cela se joue. Les nouveaux élus devront travailler dans le cadre des institutions actuelles tout comme nos parlementaires travaillent aujourd'hui dans le cadre des institutions de la Vème République.

Nous avons un défi à relever face à la montée des droites extrêmes partout en Europe. L'exemple de l'Italie n'est que le dernier en date et ne devrait pas faire oublier que la vague brune touche quasiment tous les pays européens. La France ne fait pas exception, bien au contraire : premier pays à avoir été concerné en 1984, c'est elle qui a envoyé le plus de députés d'extrême droite au Parlement européen en 2014 leur permettant de constituer un groupe politique, l'Europe des Nations et des libertés (ENF) !

Les groupes politiques vont profondément évoluer lors du prochain renouvellement, à gauche comme à droite Et il n'est pas sûr que l'« effet Macron » aura une influence majeure. Le départ des Britanniques va peser car ils constituent la force principale de deux groupes politiques : les Conservateurs avec les Torries et la droite nationaliste avec l'UKIP. Cela va ouvrir le champ à une reconfiguration de ces groupes et on voit déjà des mouvements (et des discours) qui préfigurent les évolutions futures et montrent combien les lignes sont de plus en plus poreuses de Viktor Orban, dont les amis siègent au Parti populaire européen (avec Les Républicains et la CDU), à Mateo Salvini, qui a siégé avec Marine Le Pen à l'ENF.

Contributions sur l'Europe

A la veille des élections européennes, il faut donc éviter les discours binaires simplificateurs, ceux portés notamment par Emmanuel Macron qui ose se prétendre le nouveau fondateur de l'UE et le héros d'« une Europe des progressistes face à l'Europe des nationalistes ». C'est un piège grossier comme si l'alternative était entre Européistes béats et anti-européens primaires, comme si néo-libéraux et il-libéraux (pour reprendre la formule de Viktor Orban) ne menaient pas les mêmes politiques autoritaires notamment en matière de politiques migratoires et destructrices sur le plan économique et social. Les premiers, loin de faire barrage aux seconds, en font le lit.

>> Construire un nouveau rapport de forces



Dans ce contexte, la division des forces de gauche

est un écueil à éviter tant en France qu'au niveau européen. Ses divisions peuvent paraître fictives quand on voit la diversité des forces politiques qui cohabitent notamment dans le groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE-NGL) au Parlement européen.

Cette élection doit redonner espoir dans une réelle alternative apte à changer d'Europe qui passe par la réponse à quatre défis :

- **démocratique** (la question du rôle du Conseil devant plus que jamais être posée),

- **économique et social** (les premières ne pouvant être séparées des secondes au regard des conséquences des unes sur les autres),

- **écologiste** et environnemental (l'avenir de la planète étant désormais en cause),

- **solidaire** (pour aborder de façon globale la question migratoire et les relations avec les pays du Sud).

L'heure doit donc être au rassemblement le plus large pour peser de tout notre poids contre la montée de l'extrême-droite et permettre la construction d'un nouveau rapport de forces apte à changer d'Europe.

*Nous publions ci-dessous la mise en forme par **Patrick Viveret** d'une réflexion issue d'un débat au sein de l'archipel citoyen des Jours heureux à propos du double risque écologique et politique qui pèse aujourd'hui sur le monde...*

RETOUR SUR LE DOUBLE RISQUE PLANÉTAIRE AUQUEL L'EUROPE DOIT SE CONFRONTER

Le défi planétaire est vertigineux et pour le moment, outre le versant écologique du dérèglement climatique, celui du réchauffement, nous sommes en plein dans son versant émotionnel, celui de la glaciation sociale dont la montée du néofascisme constitue une illustration gravissime après les formes diverses de replis identitaires.

Le Brésil est au confluent de ces deux risques puisque la destruction de la forêt amazonienne est citée comme l'une des causes possibles de l'emballement des boucles rétroactives vers la TERRE- Serre. Or l'élection éventuelle du candidat d'extrême droite en tête des sondages du premier tour serait une circonstance aggravante car, outre son éloge de la dictature, sa justification du viol et son racisme, ce type est en outre un irresponsable total sur le plan écologique. Trump avait lui-même illustré cette double face du double dérèglement climatique.

• Effondrement ? effondrements ?

Les effondrements (je préfère ce pluriel au singulier qui relève d'une collapsologie à la fois romantique et mortifère) sont aujourd'hui aux deux bouts de la chaîne : celui écologique concernant le climat et la biodiversité d'un côté, celui culturel et moral de la mise en cause des valeurs humanistes les plus fondamentales de l'autre.

Nous assistons, comme dans les années trente, à la propagation dangereuse d'une épidémie de "peste émotionnelle" pour reprendre l'analyse de Wilhelm Reich dans son livre de référence " Psychopathologie de masse du fascisme". Quand des catégories sociales vivent à la fois la peur du déclin social et une répression de leur énergie



libidinale, cela se traduit par une régression émotionnelle massive. Au lieu de se retourner contre le système capitaliste qui est à l'origine de leur déclassement social elles se retournent contre plus pauvres, plus exclues qu'elles, afin de maintenir leur rang dans cette peur de la dégringolade sociale. Hier ce sont les juifs, les tziganes, les homosexuels, les immigrés européens qui en ont fait les frais. Aujourd'hui ce sont principalement les immigrés non européens qui en sont les victimes mais aussi dans le cas de Trump et du néofascisme brésilien les femmes et les homosexuels.

• Une opportunité

Ce double dérèglement climatique qui aggrave le diagnostic d'alerte nous offre paradoxalement pourtant une opportunité : d'un côté le néofascisme se heurtera de plus en plus au principe de réalité écologique et sa stratégie du déni illustrée par Trump ne pourra tenir longtemps face à la réalité des risques. Très vite la réponse nostalgique à la peur dont il est porteur se révélera une impasse et comme le propre des réactions émotionnelles est de pouvoir passer rapidement d'une posture à une autre il nous faut préparer sans attendre l'heure du retournement comme l'ont fait les résistants pendant la seconde guerre mondiale par rapport au fascisme.

DOSSIER

Du même coup il nous faut activer sans attendre le second volet de la lutte contre la peste émotionnelle qui est celui de la fraternité (au sens générique du terme) et du Bien Vivre en acte en soutenant en particulier la résistance majeure des femmes comme on le voit au Brésil et aux États Unis. Au fond la question centrale n'est pas celle de la mort : nous mourrons, nos enfants et petits-enfants mourront, les générations futures mourront et nous pouvons d'ores et déjà prédire, malgré quelques prédictions transhumanistes, que les sept milliards et demi d'êtres humains actuels mourront. Cette constatation banale qui va bien au-delà des prédictions catastrophiques sur le fait qu'il ne resterait qu'un ou deux milliard d'êtres humains après une série de catastrophes et de guerres (cf. les scénarios de la CIA) met aussi en évidence que le vrai problème n'est pas la mort elle-même mais le fait de ne pas Vivre pleinement, dignement, intensément, avant de mourir. C'est ce que ne comprennent pas les survivalistes, expression caricaturale de ce que j'appelle la collapsologie névrotique et mortifère, à la différence de cette mobilisation des forces de vie même en situation de catastrophe que l'on pourrait nommer " la collapsologie érotique". Ils se préparent à se terrer avec leurs vivres et leurs armes et quand ils sortiront (peut-être) de leurs bunkers ce sera pour continuer de se battre contre les autres survivants.

• La clé c'est la solidarité

À l'inverse comme le rappellent Pablo Servigne et Rafael Stivens, la clef d'une réponse à une

Contributions sur l'Europe

situation d'effondrement c'est la solidarité qui en



redonnant confiance dans les autres, ré-ouvre la confiance dans l'avenir. Mobilisons donc sans attendre l'éros, les forces de vie face à Thanatos comme le dit Edgar Morin dans son hommage à Stéphane Hessel pour agir face au double dérèglement climatique.

Comme hier il nous faut donc à la fois une stratégie à court terme contre le pire, stratégie tout à la fois écologique et sociale donc, et une perspective de moyen terme comme l'a compris le CNR hier en étant aussi capable de se projeter dans l'avenir avec son programme anticipateur qu'il a choisi de manière significative de nommer "Jours heureux". C'est tout l'enjeu de ce que l'on pourrait nommer le Projet d'un "Conseil mondial de la Résilience"!



Le collectif « Réinventer la gauche » de Marseille a produit un texte sur l'Europe. Nous le reproduisons ci-dessous. À partir de cette réflexion, le collectif a organisé un débat public début octobre avec des représentants de toutes les forces de gauche.

FACE À L'URGENCE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE POUR UNE EUROPE DÉMOCRATIQUE, SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

Dans la perspective des prochaines élections européennes nous refusons à la fois :

> d'accepter l'Union européenne telle qu'elle est ainsi que la politique économique austéraitaire qui est conduite par les Etats et les instances européennes

> de sortir de l'Union et de la zone euro et de se replier sur un souverainisme qui repose sur l'illusion que l'on pourrait résoudre au niveau national, les problèmes qui se posent au niveau européen.

La construction européenne a un caractère indispensable, elle est seule en mesure de faire face à un certain nombre d'enjeux majeurs : transition écologique, mouvements migratoires, lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, etc. Il ne s'agit pas de faire table rase du passé et de considérer que tout est à recommencer. Mais l'Union européenne et la zone euro doivent être radicalement transformées.

Les institutions européennes sont bureaucratiques et technocratiques. Elles empêchent l'existence d'un véritable espace politique européen qui permettrait aux peuples européens de mettre en œuvre des politiques de solidarité, de justice sociale et de conversion écologique de l'économie. L'Europe doit être profondément démocratisée dans son fonctionnement. Elle doit reposer sur de véritables débats démocratiques dans lesquels

les citoyens pourront se faire entendre.

La montée des nationalismes représente un danger considérable. Il est impératif de s'opposer à la logique où chaque pays tente d'obtenir des avantages au détriment des autres pays (et donc des peuples). La question des migrants est une

illustration de cet égoïsme national exploitant le désarroi des populations. Quand des pays refusent d'accueillir des réfugiés, ils refusent la solidarité et, au nom de leur souveraineté, refusent la mise en place d'une politique commune

d'accueil et de solidarité à l'égard des réfugiés.

Pour défendre un projet de transformation radicale de l'Union Européenne, une alliance de toutes les forces démocratiques et progressistes est indispensable, tant au niveau français qu'au niveau européen. Si une telle liste emportait la majorité au Parlement européen, l'Europe pourrait prendre un nouveau cap. Si la majorité lui échappait, elle serait une force d'opposition résolue et influente aux forces conservatrices, nationalistes, libérales.



DOSSIER

Cette liste devrait mettre en avant une forte volonté politique et avancer des mesures immédiates qui seraient un premier pas vers une Europe au service des peuples et non des profits des grands groupes capitalistes. On pourrait ainsi proposer :

- La mise en place d'un salaire minimum européen qui ne devrait en aucun cas conduire à une remise en cause des droits nationaux, mais favoriser la convergence vers les situations les plus favorables en luttant contre les bas salaires,
- La mise en place d'une assurance chômage européenne qui viendrait s'ajouter (et non se substituer) aux systèmes nationaux afin de favoriser la solidarité entre les pays membres dans la lutte contre le chômage,
- La mise en place d'un plan de financement européen massif de la transition écologique,
- L'émission de titres de dette européens permettant de financer l'investissement public,
- L'organisation d'un contrôle démocratique de la Banque centrale européenne et d'un contrôle renforcé des banques,
- Une harmonisation de la fiscalité pour éviter le dumping fiscal,
- Un cadre juridique et social commun pour l'accueil des migrants.

Plus généralement, il faut rompre avec les objectifs de convergences qui ne portent que sur des normes budgétaires et viser la convergence réelle des économies : convergence des niveaux de vie,

Contributions sur l'Europe

des taux de chômage, des niveaux de qualification de la main-d'œuvre, des normes en matière de droits sociaux, dans le sens du progrès social pour toutes les résidentes et tous les résidents de l'Union européennes.

L'Europe doit se doter d'une diplomatie commune. Le monde est plus que jamais incertain et l'Europe doit s'affirmer comme indépendante, refuser l'hégémonisme américain, redéfinir sa relation avec une Russie tentée par l'expansionnisme et œuvrer pour des relations équilibrées avec les pays du Sud.

Pour atteindre la démocratisation de l'Europe et permettre aux citoyen.n.es d'avoir un rôle effectif, une assemblée constituante élue au suffrage universel pourrait être chargée d'élaborer un texte constitutionnel (qui n'aurait rien à voir avec celui de 2005) qui garantirait les libertés démocratiques et les droits sociaux des citoyen.n.es de l'Union européenne. Une démarche semblable pourrait concerner la zone euro.

La division du camp démocratique et progressiste conduirait à une perte d'influence dramatique des forces populaires au sein des institutions européennes et renforcerait la domination des grands groupes capitalistes. Elle affaiblirait la résistance face à la montée des nationalismes et de l'extrême droite à l'échelle européenne. Il est très important de soutenir toute initiative allant dans le sens d'une démarche unitaire. L'unité, sans exclusive à gauche, est plus que jamais nécessaire aussi bien au niveau européen qu'au niveau national.



SARL MACRON & PHILIPPE : ENTREPRISE DE DÉMOLITION DU SALARIAT

Avec les mesures de cet automne, ajoutées à celles de 2017, le gouvernement Macron-Philippe est engagé dans une entreprise de démolition des conquêtes du salariat.

• « Jeu à somme nulle »

Le discours du pouvoir est de « *redonner du pouvoir d'achat* » à ceux et celles qui travaillent. Le gouvernement fait valser les chiffres : 250 euros par mois au niveau du SMIC par la suppression des cotisations et les heures supplémentaires. En fait il s'agit d'opérer des transferts de ressources entre catégories de salarié-es et de retraité-es. En effet, les salaires restent gelés, avec une inflation qui progresse (1,7%). La discipline imposée aux fonctionnaires (gel du point d'indice) est le modèle général. Mais on a trouvé pire encore : faire les poches des uns pour faire croire aux autres qu'ils gagnent quelque chose. Patrick Artus (économiste) le fait remarquer : « *C'est un jeu à somme nulle. On prend aux uns pour donner aux autres. Il n'y a pas d'augmentation générale* ». L'annonce des gains de salaire net dans le privé (suppression totale des cotisations chômage et maladie) est compensée par une hausse CSG depuis janvier (plein pot pour les retraités au-dessus de 1250 euros) et une hausse des pensions 2019 en-dessous de la hausse des prix (soit 0,3%). « *Il faut arrêter d'emmerder les retraités* » a dit Macron ? Cynisme.



C'est une guerre de classe menée par les mécanismes de gains pour les uns au détriment des autres. La tuyauterie des flux de redistributions sur les cotisations et les prélèvements est devenue illisible. Il s'agit de renvoyer chaque personne, non plus à son statut de travailleur-euse, mais à une individualisation de ses ressources face à ceux du voisin, du retraité, du plus pauvre, du plus jeune, du chômeur, de l'immigré, etc.

• Une société sans statut

Macron n'arrête pas de le dire : « *plus de statut* ». Est donc menée une destruction du salariat comme porteurs de droits collectifs. Une dignité collective du travail a été construite à travers le Code du travail, la Sécurité sociale, la socialisation du salaire, les services publics, le statut de fonctionnaire, etc. Tout cela est attaqué depuis longtemps, mais Macron se charge de porter le coup de grâce. La « *question sociale* » devient une question de compétition selon une règle « *universelle* » entre « *premiers de cordée* » et ceux « *qui ne sont rien* », entre « *pauvres* » et « *méritants* ».

• Plan pauvreté ? Pauvre plan

Le plan « *pauvreté* » de Macron s'inscrit parfaitement dans cette stratégie : c'est de « *s'habituer aux statuts* » qui enfermerait les personnes dans la pauvreté.

Les « *huit milliards* » pour le quinquennat correspondent pour moitié à des dépenses déjà prévues. Et personne ne peut oublier la baisse des APL, la suppression des emplois aidés, l'appauvrissement des retraités, « *en même temps* » que la ristourne de 5 milliards au moins pour les titulaires de l'ex-ISF ou la flag tax. Les riches ont déjà encaissé bien plus que les 8 milliards promis aux pauvres.

SALARIAT

Macron frappe les esprits avec les enfants des écoles à qui un petit-déjeuner serait servi, ou par les repas à 1 euro à la cantine. D'autres mesures, notamment pour les 18-21 ans, sont de cet ordre. Elles sont totalement justifiées en elles-mêmes. Il y a des urgences criantes ! Un tiers des personnes pauvres ont moins de 25 ans, selon la définition officielle. Beaucoup vivent dans des familles monoparentales, avec notamment des femmes contraintes à des salaires partiels misérables. Mais en aucun cas, il n'a été envisagé d'étendre le RSA aux 18-25 ans, exigence réclamée par plusieurs syndicats et associations.

Un plan pauvreté ne peut être qu'un pauvre plan s'il ne rétablit pas les droits sociaux et l'égalité pour tous et toutes. Nous sommes dans une politique visant à cibler des personnes, sans jamais prendre de mesure réellement... universelle. Or, la pauvreté est d'abord le résultat d'une perte de droits collectifs, de casse des statuts, d'un cumul de situations dégradées dues aux politiques néolibérales.

La catégorie de « *pauvreté* » a été réintroduite dans le débat public à la fin des années 1980. Les pouvoirs publics ont accepté les diktats du CNPF qui refusait de cotiser à l'UNEDIC. Résultat : la coupure du régime en deux étages, la mise en place de l'allocation fiscalisée en « *fin de droits* », la mise à distance des jeunes primo-demandeurs d'emploi, etc. La crise s'accroissant, les chômeurs de longue durée en grande pauvreté ont mobilisé les associations (ATD-Quart Monde). M. Rocard a lancé le RMI en 1988-89, qui institutionnalise une coupure avec le salaire, avec deux niveaux de « *minima* » : le RMI et le SMIC.

Dès lors, tout se délite. Un tiers des pauvres sont aussi des salarié-es à très faible salaire. Les jeunes doivent passer par des sas de précarité très longs. Encore très nombreux sont des retraité-es pauvres, surtout des femmes, qui touchent en moyenne 40% de moins que les hommes. 45% des chômeurs inscrits seulement sont indemnisés par une allocation issue de salaires socialisés, qui seule pourrait les rattacher au collectif. Quant au RSA, familialisé, il est tellement complexe que 30% des ayant-droit ne le réclament pas.

Macron a donc résolu de « *simplifier* ». Il veut créer un « *Revenu universel d'activité* » en fusionnant les minimas sociaux, sous la menace de suppression. C'est ce qu'il appelle « *l'Etat providence du 21ème siècle* ». La pauvreté sera surveillée par l'Etat. On touche là au cœur du néolibéralisme : un Etat fort mobilisé pour créer une continuité méritocratique allant du pauvre au « *premier de cordée* ».

• Alternative : mesures d'urgence et droits statutaires



L'urgence pauvreté passe d'abord par des mesures de gratuité dans l'accès aux services publics. Gratuité des premiers mètres cubes d'eau, accès à l'électricité, transports gratuits ! Mais une véritable action en profondeur

exige un renforcement de la Sécurité sociale, et son universalisation effective. Pour une socialisation effective de la valeur créée par le travail, permettant l'égalité salariale femmes/hommes, la réduction du temps d'emploi, le contrôle démocratique du travail.

Jean-Claude Mamet





DEUX POIDS, DEUX MESURES

Des conseillers d'Etat qui monnaient leurs carnets d'adresses et leur connaissance intime de l'appareil administratif en devenant lobbyistes ou avocats d'affaire... puis revenir au chaud dans la haute fonction publique.

Des hauts fonctionnaires de Bercy qui, après avoir gagné 200 000€/an se font recrutés par de grands groupes privés... pour contourner la loi fiscale... qu'ils ont parfois rédigée !

Des membre de la Cour des comptes en conflits d'intérêts, des inspecteurs des finances, des énarques dont les « incompétences » (cf plan d'informatisation) ont coûté des centaines de millions aux contribuables... et qui ne sont pas sanctionnés... En 2015 150 cadres de Bercy étaient mieux payés que le Chef de l'Etat. Le DR IDF des finances publiques touchait en 2015 21 298€ net/mois. Le gouverneur de la Banque de France 283 129€ brut/an + une indemnité « imposable » de logement de 67 716€. Sans compter les 150 062€/an pour 6 réunions annuelles à Bâle.

La ministre du travail, Murielle Pénicaud fut nommée par Fabius et Macron à la tête de Business France avec 225 000€ brut/an... et l'on connaît les affaires judiciaires en cours.

Guillaume Pepy, 450 000€ brut/an... Florence Parly, actuelle Ministre des Armées, était directrice générale de SNCF Voyageurs et a touché 52 000€ net pour le premier semestre 2017... Il faut vraiment réformer

la SNCF mais pas comme prévu.

Anne Marie Idrac, macronienne de la première heure, énarque, épouse d'énarque, ancienne patronne de la RATP et de la SNCF ; Administratrice de Bouygues, Total et Saint Gobain. En 2016, cela lui a rapporté 194 144€. Et, en plus, elle a été désignée présidente du conseil de surveillance de l'aéroport de Toulouse Blagnac que Macron, ministre des finances de Hollande, a cédé à un groupe chinois, l'Etat gardant 10%.

Une histoire significative :

En 1993 Michel Sapin, ex-ministre cherche du travail. Il a RdV dans un grand cabinet d'affaires :

« vous venez de faire adopter une loi sur la prévention de la corruption. Vous pourriez aider nos clients à ce sujet.

- comment ? En leur montrant les failles de cette loi,

- Ben oui,

- Non, ça je ne peux pas. Ce ne serait pas déontologique.

- Mais alors, à quoi d'autre pourriez-vous bien nous servir ? »

Scandales à la DGFIP :

JP Lieb. Dirigeant de la branche « fiscalité des entreprises » à la DGFIP décide à 52 ans de changer d'emploi et entre en 2014 au cabinet d'affaires EY où il s'occupe du département « business tax services » ... G Goulard. Mari d'une ministre éphémère de Macron, énarque comme elle, 15 ans au Conseil d'Etat, notamment au contentieux fiscal, puis avocat d'affaires... Et retour en septembre 2013 au conseil d'Etat... et 18 mois après

nommé Président de la Chambre du contentieux fiscal !

Mais encore...

Philippe Lamoureux, énarque, IGAS, secrétaire général de l'agence du médicament... en 2008 il devient DG du syndicat de l'industrie pharmaceutique... Fort du service de l'Etat il va moraliser la profession... Et ce sont les scandales du Mediator, de la Depakine, du Levothyrox... Et il est toujours en place...

Edouard Philippe, énarque, 5 ans au Conseil d'Etat... et depuis mis en disponibilité et même en détachement à Areva ! C'est-à-dire en continuant à accumuler ancienneté et points retraite de la FP.

Laurent Wauquiez le « provincial » énarque, Maître des requêtes... 2 mois et depuis 2004 détaché de la FP, Puis, devant les échos médiatiques... s'est mis... en disponibilité... « parce qu'il ne veut pas dépendre de ses mandats » c'est grand !

Benjamin Griveaux, jeune conseiller de DSK, 2 ans au cabinet de Marisol Touraine puis, en 2014, UNIBAIL, gérant de l'immobilier commercial, où il a obtenu l'exonération d'impôts sur les sociétés pour les Foncières...et aujourd'hui on veut taxer les sociétés HLM...

Et nous pourrions poursuivre sans fin

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Selon que vous serez puissants ou misérables...

Jean-Michel Gilles